

Nombre	6
Quorum	70
Présents	0
Pouvoirs	70
Votants	36
Abstentions	70
Suffrages exprimés	0
Majorité requise	
Pour	
Blancs	

VA

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU COMITÉ SYNDICAL DU 28 SEPTEMBRE 2020

OBJET : 19. RAPPORT D'ACTIVITÉS 2019

L'an deux mille vingt, le vingt-huit du mois de septembre, à dix-sept heures trente, les membres du COMITÉ SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat, 80, avenue de la République à LARGENTIÈRE, sur la convocation qui leur a été adressée par le président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération les délégués suivants :

NOM Prénom	Collectivité représentée	Présent-e ou supplé-e	Supplé-e par pouvoir donné à
BETTING Dominique	LES ASSIONS	x	
CONSTANT Bernard	BALAZUC	x	
FERRIER Dominique	BANNE	x	
BADAROUX LAFFONT Julie	BEAULIEU	suppléée	DOS SANTOS Christine
BALMELLE Robert	BERRIAS ET CASTELJAU	x	
AMIEL Alexandra	CHANDOLAS	x	
CHARRIER Nicolas	CHASSIERS	x	
KOB Wilfrid	CHASSIERS	x	
TUAILLON Alain	CHAUZON		
LINAIS Julien	CHAZEAX	x	
CHAUDANSON Christian	FABRAS	x	
PASCAL Jean	FAUGERES	x	
MARHIC Daniel	GROSPIERRES	x	
LEYNAUD Jean-Marc	JOANNAS	suppléé	ODDES Clément
FLAMBEAUX Patrice	LABEAUME	x	
PONTHIER Jean-Yves	LABEGUDE	x	
GROS Cyril	LABEGUDE	x	
GENEST Sandrine	LACHAPELLE S/S AUBENAS	Pouvoir à	BALAZUC Thierry
BALAZUC thierry	LACHAPELLE S/S AUBENAS	x	
VEOL Christophe	LALEVADE D'ARDECHE	x	
LE TOQUIN Stéphanie	LALEVADE D'ARDECHE	x	
LACROIX Bernard	LARGENTIERE	x	
VILLALONGA Jérémy	LARGENTIERE	x	
DEROUDILHE François	LAURAC EN VIVARAIS	x	
DAVO Jean-François	LAURAC EN VIVARAIS		
HOURS André	MALBOSC	x	
BRUN Marc	MEYRAS	x	
KRASOUSKY Bruno	MONTREAL	x	
DURAND Jean-Luc	PONT DE LABEAUME	x	
LAURIOL Samuel	PRADONS	Pouvoir à	PASCAL Jean
BONNAUD Jean-Claude	PRUNET	suppléé	CAFFIAUX Christophe
AUDIBERT François	RIBES		
IMBERT Guy	ROCHER	x	
CAMPO Hervé	ROCLES		
BEDAGUE Gery	ROSIERES	x	
POUGET Eric	ROSIERES	suppléé	CHARBONNEYRE Anthony
DE LA FONTAINE Pierre	RUOMS	Pouvoir à	CARON Christian
CARON Christian	RUOMS	x	
BESANCENOT thierry	RUOMS	x	
LUCENAY Jean-Claude	ST ALBAN AURIOLLES	x	
PHILIPPEAU Patrick	ST ALBAN AURIOLLES	x	
MARIJON David	ST ANDEOL DE VALS		
GARRIDO Jean-Manuel	ST ANDRE DE CRUZIERES	x	
LLORCA Patricia	ST JULIEN DU SERRE	x	
MINJOULAT-REY Claude	ST PIERRE DE COLOMBIER		
MERINE Philippe	ST PRIVAT	x	
ROURISSOL Denis	ST PRIVAT	Pouvoir à	MERINE Philippe

CHABRY Christophe	SAMPZON	x	Envoyé en préfecture le 01/10/2020
DEGUILHEM Arnaud	SANILHAC	x	Reçu en préfecture le 01/10/2020
BANCHET Marie-Claire	TAURIERS	x	Affiché le
GANDON Christian	UCEL	x	ID : 007-250700267-20200928-2020CS090031-DE
BOYER Joël	UCEL	x	
GIAUFRET Hervé	UCEL		
PERRIER Bernard	UZER		
ARCHIMBAUD Patrick	VALS-LES-BAINS	x	
LACROTTE Robert	VALS-LES-BAINS	x	
EL FARKH Marie	VALS-LES-BAINS	Pouvoir à	Patrick ARCHIMBAUD
CHEREL Xavier	VERNON		
GRASSET Guillaume	VINEZAC	x	
BOISSIN Odile	VINEZAC	x	
CHASTAGNIER Geneviève	CDC Pays Beaume-Drobie	x	
AUDIBERT François	CDC Pays Beaume-Drobie		
GARCIA Denise	CDC GORGES DE L'ARDECHE		
CLEMENT Nicolas	CDC GORGES DE L'ARDECHE	x	
GARRIDO Jean-Manuel	CDC Pays des Vans en Cévennes	x	
BALMELLE Robert	CDC Pays des Vans en Cévennes	x	
BOYER Joël	CDC BASSIN D'AUBENAS	x	
GROS Cyril	CDC BASSIN D'AUBENAS	x	
SOUBEYRAND Jacky	AUBENAS	x	
GINEVRA Stéphane	CHIROLS	x	
MAISONNEUVE Patrick	FONS		
CHASTAGNIER Geneviève	JOYEUSE	x	
PANTOUSTIER Brigitte	JOYEUSE	x	
COROMINA Jean	VALLON PONT D'ARC	x	
GIMENEZ Jacques	VALLON PONT D'ARC	x	
DIVOL Max	VALLON PONT D'ARC	Pouvoir à	COROMINA Jean
MARRON Jacques	SIAEP BARJAC	x	
UGHETTO René	SIAEP BARJAC		
AGERON Claude	SIAEP BARJAC	Suppléé	PASCAL Robert
BACCONNIER J-Claude	SIVOM Olivier de Serres	x	
FALLOT Joseph	SIVOM Olivier de Serres	x	
GLADIEUX J-Pierre	SIVOM Olivier de Serres		excusé
CROS Michaël	SIVOM Olivier de Serres	x	
COMPÈRE Philippe	SIAE ST ETIENNE ST SERNIN	x	

Le secrétaire de séance est : M. Anthony CHARBONNEYRE, benjamin de l'assemblée.

OBJET : 19. RAPPORT D'ACTIVITÉS 2019

Envoyé en préfecture le 01/10/2020

Reçu en préfecture le 01/10/2020

Affiché le



ID : 007-250700267-20200928-2020CS090031-DE

L'article L.5211-39 du C.G.C.T. stipule que « le président de l'établissement public de coopération intercommunale adresse chaque année, avant le 30 septembre, au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement, accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant de l'établissement. Ce rapport fait l'objet d'une communication du maire au conseil municipal en séance publique au cours de laquelle les délégués de la commune à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale sont entendus. Le président de l'établissement public de coopération intercommunale peut être entendu, à sa demande, par le conseil municipal de chaque commune membre ou à la demande de ce dernier. Les délégués de la commune rendent compte au moins deux fois par an au conseil municipal de l'activité de l'établissement de coopération intercommunale ».

Dans l'esprit de ces textes, le rapport annuel du président a été établi. Ce rapport a fait l'objet d'une présentation en cours de séance et d'un envoi à tous les délégués, ainsi qu'aux collectivités adhérentes.

Le comité syndical **PREND ACTE** de la présentation du rapport d'activités 2019 joint en annexe.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
Le président du syndicat,

Jean PASCAL



Rapport Annuel

Service public de l'eau

Envoyé en préfecture le 01/10/2020

Reçu en préfecture le 01/10/2020

Affiché le

ID : 007-250700267-20200928-2020CS090031-DE

Berser
Levrault

2019



Le service public : chaque jour à vos côtés !

(Réseau "Production")



SOMMAIRE

- Avant-propos par J.PASCAL, président du SEBA et G.DEVANCHIARD, président du conseil d'exploitation des régies p.2
- L'année 2019 en quelques chiffres p.4
- Le SEBA, un organisme collégial p.6
- Investissements : tout un programme ! p.12
- L'eau, bien commun de tous p.24
- La continuité des services publics p.32
- Les enjeux du service des eaux p.38
- Les ambassadeurs de l'eau p.42
- "Sous" l'eau p.46

Le mot des présidents

Envoyé en préfecture le 01/10/2020

Reçu en préfecture le 01/10/2020

Affiché le

Berser
Levrault

ID : 007-250700267-20200928-2020CS090031-DE

2020 constitue une année singulière pour le SEBA en raison de l'enjeu démocratique du renouvellement des mandats publics locaux, décalé dans le temps pour les syndicats mixtes. En prévision de cet état, le bureau syndical a anticipé un maximum de décisions organisationnelles au cours de l'année 2019.

En effet, avec un personnel pleinement mobilisé pour assurer la continuité de nos services publics et une direction volontariste pour mettre en œuvre les orientations votées par les élus, il fallait également un corpus d'arbitrages opérationnels adoptés collectivement.

Ainsi, entre le 1er janvier et le 31 décembre 2019, le bureau syndical a engagé 17 M€ de dépenses pour investir partout où cela est nécessaire, et pour doter les services des moyens appropriés à leur mission. Concrètement, 86% de ces engagements sont relatifs à des opérations d'investissement à mettre en œuvre sur tous les territoires du périmètre direct du SEBA. Le mot d'ordre, pour leur emploi, est simple : l'investissement doit être utile, efficace, en cohérence avec les orientations syndicales, affirmées en particulier lors de la décision de passage en régie de l'exploitation de nos services, et respectueux des contraintes de la législation environnementale, tout en intégrant la dimension patrimoniale des équipements de production, de distribution, de collecte et de traitement.

Il est utile, en ce moment de transition, de rappeler que nos régies syndicales, fortes d'une cinquantaine de salariés, tout autant que les services de la collectivité, comptant une vingtaine d'agents, doivent disposer des moyens nécessaires pour assurer pleinement leur mission. D'où des crédits de personnel, supérieurs à 2.3 M€, dévolus au cours de la même période d'un an, dégagés au-delà des coûts de fonctionnement courant. Cette équipe, dispatchée en plusieurs services et basée dans les territoires à Largentière, mais aussi à Ruoms/Pradons et à Vals-les-Bains, fait fonctionner l'ensemble des infrastructures nécessaires à la réalisation des missions de service public.

Pour la production mutualisée à l'échelle de 81 communes, 2019 a été marquée par 100% de conformité microbiologique de l'eau fournie et, également, par 100% de conformité lors des analyses physico-chimiques.

Pour le réseau ossature lié aux deux productions de Pont-de-Veyrières et Gerbial, l'indice de protection de la ressource s'est élevé à 77.8% alors que le rendement s'établissait, lui, à 99.1%. Au titre des ratios financiers, la durée théorique d'extinction de la dette était de 3.6 années.

Pour l'entité distribution, desservant 44 communes et environ 44.000 habitants, le prix de l'eau potable s'est élevé en 2019 à 3.16 €/m³. Si la conformité physico-chimique de l'eau au robinet atteint les 100 %, il reste quelques efforts à accomplir sur la microbiologie pour laquelle le taux de conformité s'est soldé à 98.1%. L'indice de protection de la ressource s'élevait à 73,7% et le rendement des réseaux à 75.4%. Le renouvellement des conduites monte en puissance, mais le taux reste encore insuffisant, avec un indicateur à 0.43%. En cinq ans, 21.26 km ont été repris et 5.66 km pour la seule année 2019. Or, le SEBA distribution capitalise près de 980 km de tuyaux enterrés hors branchements. La capacité à investir demeure très favorable, la durée théorique d'extinction de la dette s'élevant à 1.2 années.

Le service d'assainissement collectif, intéressant 38 communes, était en 2019 facturé 2.70 €/m³. Là aussi, le taux de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées reste faible à 0.40%.



Mr Jean PASCAL
Président du SEBA

Toutefois, la création de systèmes d'assainissement est toujours d'actualité et le patrimoine fait état d'environ 250 km de conduites hors branchements, soit 4 fois moins que pour l'eau potable. Le taux de desserte pour les systèmes d'assainissement collectif s'établissait à 59.79% de la population du territoire concerné. Avec 12.325 foyers abonnés, la production de boues s'est élevée à 345 tonnes, évacuées à 100% selon des filières conformes. Plus globalement, au regard des prescriptions nationales issues de la directive européenne « eaux résiduaires urbaines », les équipements d'épuration étaient conformes à 100% et leur performance était de 99%. Le ratio financier de ce service est, par contre, le moins bon de la collectivité puisqu'il s'établissait à 8.7 années en durée théorique d'extinction de la dette.

Le service public d'assainissement non collectif, intervenant sur le territoire de 54 communes, poursuit sur son rythme de croisière. Il s'apprête à démarrer la 2e campagne de contrôle de l'existant, en visant maintenant au respect d'une période de 10 ans entre deux contrôles. De plus, avec le soutien financier du Département, il accompagne plusieurs dossiers de projets d'assainissement autonome regroupé par hameaux, portés par les habitants, afin de viser à un maximum d'efficacité sur le plan sanitaire et environnemental.

Vous avez concrètement sous les yeux le rapport d'activité des services publics d'eau et d'assainissement du SEBA qui traduit le bilan de l'année 2019. Toutefois, nous ne pouvons passer sous silence deux faits marquants de 2020 :

- Les impacts de la crise sanitaire liée au Covid 19 ;
- L'échéance électorale locale et le long intérim de six mois dans les fonctions exécutives.

En ce qui concerne la crise sanitaire, des plans de continuité, de reprise, voire de nouvelles consignes de précaution, ont été édictés en lien avec le comité de direction et les instances paritaires de manière à assurer la continuité de nos services publics, classés « services vitaux pour la Nation » par l'Etat. Aucune défaillance majeure n'a été constatée et aucune interruption de service n'est intervenue durant – et hors – la période de confinement. 80% de nos agents sont restés sur la brèche, assurant leur mission sur le terrain, dans nos locaux ou en télétravail. Qu'ils soient une nouvelle fois remerciés de leur action, faisant vivre avec efficacité au quotidien les principes du service public, dont l'utilité n'est plus à démontrer.

Côté instances politiques de notre établissement public, le mandat des délégués municipaux a été renouvelé en décalage avec leur propre mandat municipal. La plupart des équipes, au niveau communal, ont été élues à l'issue du 1er tour dès la mi-mars et ont dû attendre la fin mai pour prendre en main la gestion publique. Par l'effet combiné d'un second tour fin juin pour certains conseils municipaux et du temps nécessaire à la mise en place des équipes communautaires et syndicales, le SEBA voit son renouvellement général pris en compte seulement fin septembre. En effet, l'assemblée plénière – un « comité syndical » de 84 membres – est composée de délégués désignés par des communes, des communautés de communes, des syndicats à vocation unique et des syndicats mixtes. Toutes ces structures doivent désigner leurs représentants avant que l'organisation politique du SEBA ne soit renouvelée.

Le mandat 2020-2026 voit ainsi 65% de nouveaux visages apparaître dans les instances syndicales, au niveau des élus titulaires. Avec ceux qui ont été renouvelés, ils auront un enjeu majeur à préparer au cours de ce mandat : le basculement à l'intercommunalité pleine et entière des services publics de l'eau et de l'assainissement pour 2026 au plus tard.

Bon courage à eux tous !



Mr Gilles DEVANCIARD
Président du conseil d'exploitation
1er Vice-président délégué aux finances

L'année 2019

en quelques chiffres

Après une année de prise de gestion complète, le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche (SEBA) a su s'organiser et organiser les services d'exploitation pour assurer, au quotidien, la gestion des réseaux d'eau potable et d'assainissement collectif. Les indicateurs de performance reflètent l'activité et la qualité des services publics auprès des communes et des usagers.

Retour en chiffres sur les différentes compétences des services :

1 066
km

de conduites - eau potable
(réseau ossature et de distribution)

251
km

de conduites - assainissement

20
sites de production

d'eau potable

27
stations de traitement

d'eaux usées

4.6
millions de m³

produits

344
tonnes

de matières sèches évacuées

98,1
%

de conformité microbiologique
sur le réseau de distribution

100
%

de conformité des équipements
d'épuration

3.16
€ TTC/m³

Prix TTC m³ au 01/01/19
Eau potable

2.70
€ TTC/m³

Prix TTC m³ au 01/01/19
Assainissement collectif

24 230
abonnés

au service eau potable

12 325
abonnés

au service assainissement collectif

21 968
habitants

desservis par le service
d'assainissement non collectif

11 300
installations

d'assainissement non collectif

Le SEBA, un organisme collégial



Rendre compte et suivre les indicateurs

En 2019, les élus accompagnés d'experts ont souhaité mettre en place un suivi d'activités défini par 3 axes majeurs, complétant ainsi les indicateurs obligatoires de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement. Après un travail minutieux, les équipes du SEBA ont établi une procédure incluant tous les paramètres de l'ensemble des compétences. Cette méthodologie précise recense les points stratégiques de performance, renforçant ainsi la transparence du service public.

Axe A : Pérenniser un service public de qualité

L'axe A a mis en avant, en 2019, la formation des agents de niveau N+1. Cet objectif de service a permis une professionnalisation des encadrants publics/privés et a harmonisé les évaluations annuelles de l'ensemble des salariés du SEBA. Dans ce point fort, il a été mis en avant la qualité de vie au travail. Cela passe aussi par la sécurité au travail, domaine auquel la collectivité attache une importance primordiale.

Axe B : Rendre compte, informer, savoir expliquer

L'axe B s'est attaché plutôt à l'aspect technique et à l'activité des services grâce à la maîtrise des progiciels. En collaboration avec les élus, les services concernés ont établi des tableaux de bord, fil conducteur des mois, voire des années à venir. Le développement des logiciels de gestion statistique, de maintenance et d'information géographique ont permis d'exploiter les données et de cibler les points à améliorer.

Axe C : Le SEBA, un acteur de développement du territoire

L'axe C intervient en particulier dans le domaine de la transition écologique, sujet phare du moment. Avec près de 70 agents et de nombreux ouvrages, le SEBA ambitionne une politique du tri sélectif et de retraitement des déchets via des filières spécialisées. Par ailleurs, les élus souhaitent élargir la gestion énergétique via les panneaux photovoltaïques, au-delà d'un parc de véhicules électrifiés et contribue pleinement au développement du réseau des voies vertes et douces.



Un suivi interne

En complément des indicateurs obligatoires, les élus et la direction ont choisi de mettre en place des indicateurs clés de performance. Comme leur nom l'indique, ils permettent de mesurer les performances des services en fonction de la période, des événements et des besoins.

En incluant un suivi interne, le SEBA souhaite déterminer les points forts et les points à améliorer. Ce processus s'intègre dans la qualité du service rendu aux usagers, mais aussi aux actions stratégiques et opérationnelles de la collectivité.

Depuis 2020, des indicateurs mensuels sont communiqués aux collectivités adhérentes, aux délégués et à tous les agents.

Le conseil d'exploitation des régies

Parmi les commissions existantes au sein du syndicat des eaux, le conseil d'exploitation tient une place particulière. Composé d'élus locaux et de représentants d'associations, il donne un avis consultatif sur le fonctionnement des régies d'exploitation.

Au plus près des équipes

Durant l'année 2019, le conseil d'exploitation a souhaité s'investir au plus près des agents de terrain. Cette proximité s'est mise en place grâce aux visites et rencontres régulières au sein des antennes et sur le terrain. A travers ces échanges, les élus ont pu connaître les points sensibles des réseaux d'eau potable et d'assainissement collectif et les difficultés engendrées au fil des saisons.



Journée SEBA/Régies d'exploitation

Après une année 2018 consacrée principalement à la mise en place des régies d'exploitation, le SEBA a voulu mettre à l'honneur les services et présenter leurs fonctionnalités.

A cette occasion étaient réunis les élus ardéchois et les entreprises locales. Cette manifestation s'est articulée en plusieurs étapes, notamment par la présentation d'ateliers techniques sur la commune de Labégude, puis la visite du réservoir de Lachapelle sous Aubenas et son agrandissement et, enfin, l'inauguration de la station de traitement des eaux usées de Ruoms.

Cette journée s'est conclue par une table ronde sur le thème de la commande publique, en présence notable du président du Conseil Départemental de l'Ardèche, du président des Canalisateurs du Sud-Est et d'un représentant des bureaux d'études. Cette participation a permis d'éclaircir les procédures de la commande publique vues par les entreprises et les collectivités, et de dresser des pistes de fluidification.



Les instances représentatives du personnel

De par l'accroissement du nombre d'employés publics et privés, le SEBA a constitué des instances représentatives du personnel où sont présentes plusieurs organisations syndicales. Y sont examinées notamment les questions relatives aux conditions de travail et aux droits des employés.

Durant l'année 2019, il a été mis en place les instances suivantes :

- le **Comité Technique (CT)** s'articule autour de l'organisation générale de la collectivité et du fonctionnement des services,
- le **Comité Social et Economique (CSE)** se consacre uniquement à la partie privée du syndicat, plus précisément aux droits des agents,
- le **Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT)** a pour mission de vérifier et d'analyser les conditions de travail et les risques professionnels auxquels peuvent être exposés les salariés. En complément, des actions de prévention et de sensibilisation sont menés.

Investissements : tout un programme !



Programmes d'investissement en eau potable

Un service public d'eau potable sûr et fiable est essentiel pour le bien commun de tous. Pour pérenniser ce service, le SEBA investit de manière durable sur son patrimoine. Afin de mener à bien ces missions, le syndicat a réalisé près de **5 M d'€ d'investissements en 2019**.

Renouvellement du réseau d'eau potable

L'investissement, maître mot de la collectivité ! Le SEBA, soucieux de la bonne qualité de l'eau et de la réduction des pertes, a choisi de mettre en place un programme ambitieux de renouvellement des réseaux d'eau potable sur son territoire à raison d'un engagement à hauteur de 2.3 M d'€ par an.

Après plusieurs études sur l'état des réseaux d'eau potable, certains tronçons connaissaient des déficiences, notamment des fuites et des casses successives, ou un constat d'eaux troubles. Pour amener le service public à exercer ses fonctions de façon optimale, trois communes ont bénéficié d'un renouvellement prioritaire : St Privat, Montréal, Rosières.



Pour la compétence "Production et distribution à l'usager", le SEBA a enregistré un taux moyen de renouvellement de 0.43% en 2019 (contre 0.35% en 2018), soit une augmentation d'un quart.

Mise en conformité des branchements

En parallèle du programme de renouvellement des réseaux, le SEBA a lancé une opération de mise en conformité des raccordements publics/privés. Dès que le réseau est opérationnel, le contrôle devient obligatoire afin d'assurer les bonnes fonctionnalités des équipements. L'année 2019 a compté près de 450 mises en conformité dans le cadre des programmes d'investissement.



Un nouveau réservoir

Au printemps 2019, le SEBA a engagé une importante opération : l'agrandissement du réservoir d'eau potable de Lachapelle Sous Aubenas. Le réseau qui était en place sur la commune ne disposait que d'un seul réservoir de tête de 150 m³, alors que la consommation de pointe journalière l'été dépassait 500m³.

Ainsi, le SEBA a construit une nouvelle cuve pour ce réservoir, à côté de l'existant au quartier Arbeyre, pour atteindre un volume de 600 m³ de stockage. Ces travaux, chiffrés à plus de 500 000 € HT, ont été confiés à un groupement d'entreprises dont une partie locale.

Les travaux se sont achevés à l'automne 2019.

L'assainissement en première ligne

En 2019, le SEBA a entrepris des investissements importants au niveau des réseaux d'assainissement collectif. Avec un territoire vaste et rural, le réseau des eaux usées dessert aujourd'hui la moitié des habitants, les autres étant en assainissement individuel. Le développement du service d'assainissement collectif est un objectif permanent poursuivi par les élus et le bureau d'études.

Schéma directeur de la collecte des eaux usées

Sous le dynamisme des élus, le bureau d'études, en collaboration avec la régie d'exploitation, inventorie les points de dysfonctionnement du réseau de collecte. Grâce à des études poussées, le schéma directeur a requalifié certaines zones du territoire en zone prioritaire en fonction des projets urbanistiques des communes. De ce fait, plusieurs opérations ont été engagées et réalisées durant l'année 2019, à savoir :

- Commune de Chandolas - Centre Bourg : l'agrandissement de la station de traitement des eaux usées augmentant la capacité de 270 à 600 EH, la réalisation de 2 000 ml de réseaux de collecte, la création d'un poste de refoulement et de 1600 ml de conduites de refoulement, le renouvellement de 500 ml de conduites d'eau potable. Le SEBA a engagé près d'1.5 M d'€ HT pour cette opération.
- Commune de Banne - La Houlette : la pose d'une pompe de relevage et de 300 ml de réseau de refoulement, la réalisation d'une tranchée de 240 ml de réseau d'assainissement gravitaire et la pose de 14 boîtes de branchement pour un montant d'environ 300 000 € HT.
- Commune de Beaulieu - Le Bourg : la réhabilitation des réseaux de collecte dans le centre du village sur 1 300 ml et la pose de 43 boîtes de branchement pour un montant de 440 000 € HT.

Restructuration de la collecte des eaux usées

Dans le cadre du zonage d'assainissement collectif, le SEBA a engagé une importante opération de transfert d'effluents de la station de traitement des eaux usées de Chassiers vers Largentière. Cette restructuration vise l'une amélioration du traitement. Une nouvelle conduite a été mise en place acheminant les effluents à la pompe de relevage puis à la station de Largentière. A cette occasion, quelques raccordements ont été effectués sur le domaine public. La station d'épuration de Chassiers, en fin de vie, a été démontée. Le montant total de l'opération s'est élevé à près de 300 000 € HT.



Diagnostic des réseaux d'assainissement collectif

Au cours de l'année 2019, le SEBA a lancé un large programme de diagnostic des réseaux d'assainissement collectif. Ont été retenus, en premier lieu, les communes d'Uzer, Vinezac et le quartier du Ginestet à Largentière.

Effectués par une entreprise missionnée, les diagnostics ont pour objectif de mettre en évidence les raccordements d'eaux domestiques et d'eaux pluviales sur le réseau d'eaux usées. Le volume d'eaux pluviales génère des dysfonctionnements, notamment des surcharges hydrauliques sur les ouvrages et, de ce fait, des coûts supplémentaires (consommations électriques), notamment.

Cette opération a permis d'analyser les dispositifs à mettre en place pour éliminer les points d'intrusion d'eaux pluviales.

Un territoire d'innovation

La collectivité a pour objectif d'innover en permanence et d'apporter une nouvelle dimension au territoire. Des actions en ce sens ont été réalisées en 2019, notamment sur les thèmes du développement technologique et de la transition écologique.

Le déploiement de la radiorelève

Cette année, l'innovation a concerné les compteurs et des études de mise en place de la radiorelève. En premier lieu, un agent a été affecté à cette mission et développe la radiorelève sur deux communes pilotes : Vals Les Bains (rue Jean Jaurès) et St André de Cruzieres. Ce sont près de 800 compteurs qui seront équipés d'un module radio accroché physiquement à l'équipement. A l'avenir, la radiorelève transmettra l'index électroniquement grâce aux passerelles radio. Cette innovation dans le domaine de l'eau permettra de nombreux avantages, à savoir l'optimisation des rendements, la détection rapide de fuite, et une meilleure ergonomie de travail pour les releveurs.



De l'eau pour recharger les batteries

Pour la première fois sur le territoire, le SEBA a installé une vanne hydroélectrique auto suffisante. Le but de cet équipement est l'autonomie électrique générée par le réseau d'eau potable, grâce à une turbine.

Quand des panneaux photovoltaïques s'installent

Le SEBA compte, aujourd'hui, un certain nombre d'ouvrages pouvant être équipés grâce à leur exposition et leur surface importante. Ces caractéristiques réunies ont permis l'installation de panneaux photovoltaïques sur deux équipements du SEBA : la station de traitement des eaux usées de St Privat et l'usine d'eau potable de Pont de Veyrières (projet en cours). Ces opérations écologiques viennent conforter la transition énergétique de la collectivité, domaine fort de l'année 2019 et des années futures.



Demain, c'est maintenant !

L'année 2019 fut une année de préparation pour organiser les futurs programmes et les travaux engendrés à l'aube de la décennie 2020. Les élus et le bureau d'études ont mis l'accent sur le schéma directeur "Moyenne Vallée de l'Ardèche" (secteur sud Ardèche).

Les études permettront de déterminer et de cibler les besoins actuels et futurs en fonction des populations présentes, de l'évolution démographique du territoire et des caractéristiques techniques des réseaux (âge des conduites, fuites, casses, dégradations).

Périmètres de protection des captages

La mission de protection est essentielle pour un service public d'eau potable. Il s'agit de mettre en oeuvre les démarches administratives et réglementaires en vue de protéger une ressource sur une aire de surface limitée.

Enquêtes publiques et acquisitions

La démarche administrative de protection de la ressource est une procédure longue et contraignante. Elle engage une action d'utilité publique au regard de la réglementation sanitaire. Le SEBA, dans sa politique volontariste de protection, s'est appliqué à délimiter les surfaces à enjeux. De ce fait, le service foncier a procédé à l'ouverture d'enquêtes publiques sur les points de captages suivants :

- Prise d'eau en rivière La Beaume à Laboule
- Ile de Vernon à Joyeuse
- Cham du Cros à Joannas
- Les ressources Bénéfice/Fontbonne/La Borie/Genestelle à St Andéol de Vals
- Champs de La Gorce, Puits des Fontaines, Forage des Fontaines et Mazet Plage sur le secteur Vallée du Chassezac.



En 2019, le SEBA a acquis 6 590 m² de terrain pour un montant s'élevant à 13 478 €, frais de géomètre et d'actes compris. A l'avenir, le syndicat devrait acquérir près de 30 000 m² de surface afin d'instaurer une aire réglementaire : le périmètre de protection immédiat (PPI).

Mise en place des périmètres de protection

Durant l'année 2019, le bureau d'études et le service foncier ont mis l'accent sur la protection des captages à travers le territoire du SEBA. Les travaux se sont décomposés en plusieurs étapes, à savoir :

- une délibération de la collectivité
- une enquête publique
- une mise en oeuvre des périmètres de protection.

Sur un total de 18 ressources, les captages se situant sur Prunet, Chazeaux, Lentillères, Joyeuse, Ribes, Faugères et la prise d'eau de Laboule ont bénéficié de la poursuite du programme pluriannuel de mise en conformité des périmètres de protection des ressources pour un montant d'environ **1 M d'€**. La mise en œuvre des protections réglementaires sur ces ouvrages se poursuit actuellement.



Indice d'avancement de protection de la ressource

Cet indice traduit l'avancement des démarches réglementaires et des travaux engagés dans la protection de la ressource. Il est construit sur 3 étapes essentielles : dépôt de dossier en préfecture , mise en oeuvre de l'arrêté préfectoral en vigueur et application des périmètres de protection.

Cette année, grâce aux travaux menés par le bureau d'études et la régie d'exploitation, l'indice d'avancement de protection de la ressource s'est élevé à **73.7%**, soit une augmentation de 0.82% par rapport à 2018.

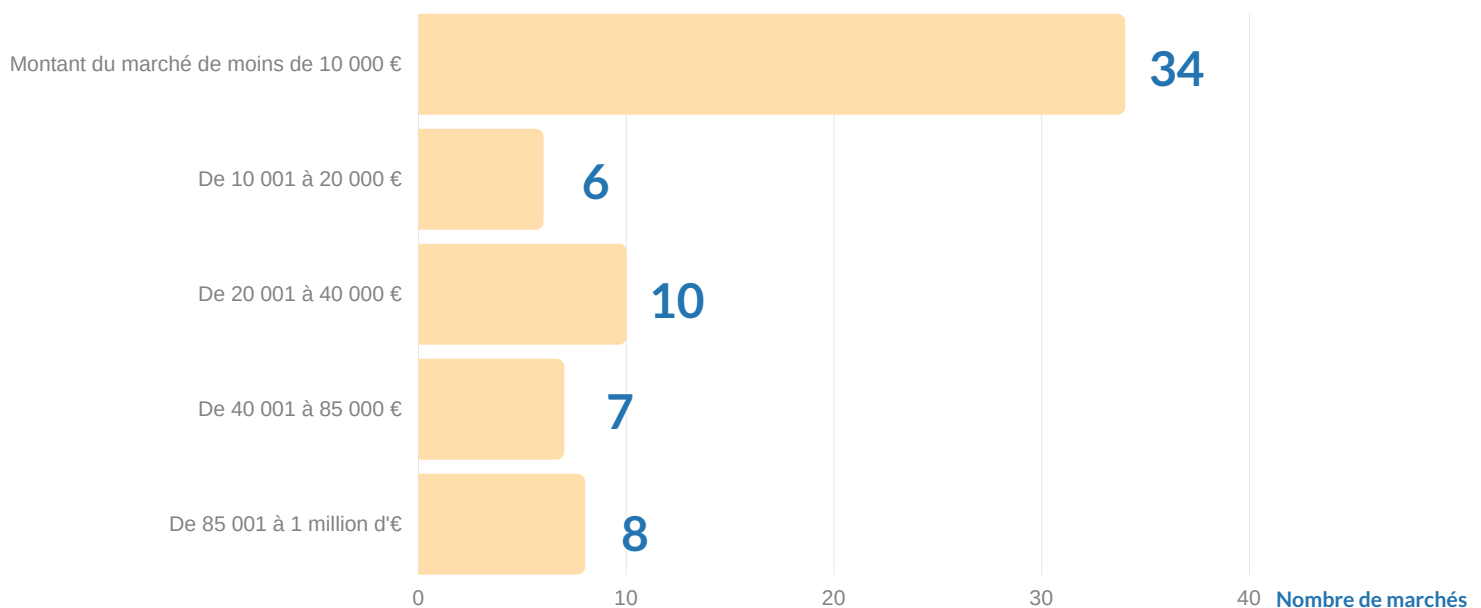
Passation et exécution des marchés publics

Dans le cadre de l'application du code de la commande publique, le syndicat met en oeuvre les procédures en fonction des choix de passation des marchés publics et de la réglementation concernant les seuils. En 2019, la collectivité a publié **65 consultations de marchés publics pour un montant de 3.3 millions d'€, environ.**

Maître mot : la transparence !

L'une des valeurs fondamentales des marchés publics est la transparence. Chaque année, le syndicat apporte, principalement dans l'économie locale, un engagement financier encadré par la réglementation. Cette notion de transparence est essentielle pour garantir la qualité des offres et des candidatures. Par le biais de la "commission d'appels d'offres" ou en procédure adaptée, le SEBA applique l'égalité de traitement et la confidentialité pour chaque acteur économique.

Les indicateurs significatifs de la commande publique



Cette année, les montants engagés via la passation de marchés publics s'avèrent moins importants qu'en 2018 (9.41 € millions d'€ pour 66 marchés). En effet, l'année 2018 a été marquée par la mise en place des régies d'exploitation et, par conséquent, de nombreuses commandes liées aux dotations en matériels.



Un acte d'engagement !

Dans le domaine des marchés publics, la notion d'engagement apporte une dimension essentielle dans l'application des prestations. Signer un acte d'engagement relève d'un contrat entre le syndicat et le candidat retenu.

Outre la pièce administrative, le terme "engagement" donne une portée formalisée aux orientations techniques et administratives négociées entre les deux parties. L'acte d'engagement est le fil conducteur du marché.

L'eau, bien commun de tous



Tendre vers un rendement optimal

Le rendement permet à la fois d'évaluer la qualité du service rendu et de constater les pertes liées aux fuites, aux casses mais aussi aux besoins de service (purges, essais sur hydrants,...). Le rendement seuil issu du Grenelle de l'Environnement (2012) a été fixé à 67% pour le SEBA. Néanmoins, le territoire du SAGE Ardèche (Schéma d'aménagement et de gestion des eaux) a souhaité plus d'ambition, au regard des ressources et des usages, en visant un objectif de 75 %. Le SEBA vient de dépasser cet objectif avec un rendement de **75.4 %** (74.7% en 2018) en distribution. Pour le réseau ossature, le rendement s'élève à **99.1 %** (98.2 % en 2018).

Le taux de rendement en légère hausse

Grace à une politique de renouvellement du réseau d'eau potable, le rendement connaît aujourd'hui une légère hausse. L'amélioration de la qualité du service est également ciblée par les réparations des fuites détectées sur le réseau de distribution et un changement du parc compteur sur les ouvrages hydrauliques. Ces actions ont permis un calcul précis des pertes liées aux fuites.

Ce résultat plus qu'encourageant répond à la demande des élus engagés aux côtés des équipes d'exploitation à travers les engagements de performance. Autres atouts dans l'amélioration du rendement, une équipe, spécialisée dans la recherche de fuites, composée d'une référente hydraulique et d'un agent par antenne, localisent les points fragiles à l'aide de matériels adaptés.

Une connaissance du patrimoine maîtrisée

Le maintien du patrimoine du SEBA est un enjeu indispensable pour la qualité du service public par l'optimisation des équipements. Pour ce faire, le service de maintenance a réalisé des opérations sur les ouvrages du territoire, à savoir :

En eau potable :

- 266 interventions curatives
- 29 interventions préventives
- 41 interventions de renouvellement d'équipements
- 14 interventions sur le réseau ossature Pont de Veyrières.

En assainissement collectif :

- 153 interventions curatives
- 21 interventions préventives
- 28 interventions électriques et de renouvellement d'équipements.



En 2019, le montant de renouvellement sur des équipements électromécaniques s'est élevé à 195 434.47 €HT sur les ouvrages d'eau et d'assainissement collectif.



La réactivité face à l'imprévu

Affronter l'imprévu dans l'urgence représente le quotidien des agents du SEBA. Il convient de s'adapter et de gérer au mieux les situations d'urgence en fonction des informations transmises. Pour cela, le service public de l'eau s'est organisé afin de répondre aux besoins de tous, et limiter ainsi des dégradations au niveau des réseaux d'eau.

Le service hydraulique contribue à lutter contre les pertes importantes sur le réseau d'eau potable. En lien avec la maintenance et la supervision, il garantit la bonne distribution de l'eau chez les abonnés et les collectivités adhérentes, en toutes circonstances.

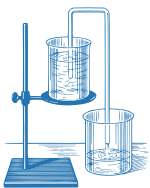
Le service contrôle les différents débits et les paramètres des ressources de manière à limiter les pertes de réseau et rendre un service de qualité optimale.

Préservation de la qualité de l'eau

L'eau est l'aliment le plus contrôlé. Avec plus de 4.6 millions de m³ produits, le syndicat a l'obligation de contrôler la qualité de l'eau en permanence à travers des points de consommation échantillonnés. Sous délégation de l'Etat, l'Agence Régionale de Santé (ARS) réalise des prélèvements et des analyses sur le réseau d'eau potable.

Une qualité à toutes épreuves

La préservation de la qualité de l'eau est un objectif principal de la collectivité. Le respect des normes nécessite un contrôle régulier et un système de traitement de l'eau pour éliminer tout polluant organique. Cette qualité de l'eau découle des investissements engagés par la collectivité dans des équipements performants. En 2019, les taux de conformité s'élèvent à :



En production et vente en gros :

- 100 % de conformité en microbiologie
- 100 % de conformité en physico-chimie

En production et distribution à l'usager :

- 98.1 % de conformité en microbiologie
- 100 % de conformité en physico-chimie

Soit en 2019 une augmentation du taux de conformité sur l'ensemble des réseaux, toutes compétences confondues.

L'Agence Régionale de Santé en contrôle permanent (contrôle réglementaire)

Chaque année, l'ARS établit un bilan complet des interventions sur le réseau d'eau potable ainsi que chez l'usager. En 2019, le nombre de contrôles s'élevait à : 14 sur le réseau de production et 267 sur le réseau de distribution.



Les bilans "qualité de l'eau" communiqués aux abonnés

Afin de garantir la sécurité sanitaire, le suivi des contrôles est assuré à la fois par les services de l'Agence Régionale de Santé (ARS), au nom de l'Etat, et la régie d'exploitation du syndicat des eaux, au titre de la collectivité gestionnaire.

Pour une information claire quant à la qualité de l'eau distribuée, le SEBA a envoyé près de **24 000 courriers** à ses abonnés, durant le mois d'octobre 2019. Cette documentation recense les paramètres physico-chimiques de l'eau pour l'ensemble des unités de distribution.

Ces documents sont également disponibles dans votre espace « portail abonnés » (www.seba-eau.fr > Portail Abonnés > Documents téléchargeables) et, en continu, sur le site du gouvernement : www.eaupotable.sante.gouv.fr.

Les eaux usées domestiques

De par son statut de syndicat mixte, le syndicat gère la compétence assainissement collectif et non collectif en fonction de l'adhésion choisie par les collectivités. En 2019, cela représentait : **38 communes en assainissement collectif et 54 communes en assainissement non collectif.**

Les principales données du service d'assainissement individuel

Le service d'assainissement non collectif (SPANC) a pour mission de vérifier la bonne installation et l'utilisation optimale des équipements individuels. Ces contrôles permettent notamment l'évaluation des risques environnementaux et sanitaires, principalement dans les terrains privés. Pour lutter contre les installations non-conformes, le SPANC est constitué d'une équipe de 5 techniciens et 1 agent administratif.

L'assainissement individuel comprend deux catégories de dispositifs : les dispositifs existants et les dispositifs neufs ou réhabilités, correspondant à **environ 11 300 installations pour une population estimée à 21 968 habitants.**

Pour l'année 2019, l'activité du service est de :

- 282 contrôles en lien avec la conception d'installations neuves
- 243 contrôles après réalisation
- 667 contrôles de bon fonctionnement



Le SPANC a constaté une augmentation de demandes, à savoir : 303 contrôles de conception sur installations neuves contre 292 en 2018. A l'issue des contrôles, un rapport de visite est élaboré puis communiqué aux particuliers et aux mairies. En 2019, cela correspond à 98% d'avis favorable sans réserve en conception, et 97% d'avis favorable en réalisation. En parallèle, les contrôles d'installations existantes ont connu une forte augmentation, passant de 433 en 2018 à 667 en 2019.

Ces interventions sont enrichies par un accompagnement des usagers dans l'élaboration des dossiers. 155 personnes ont été reçues physiquement au siège de Largentière.



Des actions sur le réseau d'assainissement collectif

Indépendamment des installations individuelles, le réseau d'assainissement collectif a connu une activité dense en 2019. Dans ses 27 stations de traitement des eaux usées, le SEBA conserve un système épuratoire efficace avec **un taux de conformité des équipements à 100%**.

Durant cette année, des actions ont été menées sur le réseau d'assainissement collectif. Certains points de collecte ont nécessité des interventions soit préventives, soit curatives. En 2019, les opérations de curage ont relevé particulièrement **5 points noirs**.

Gestionnaire du réseau des eaux usées, le SEBA collecte, transporte et dépollue les eaux usées sous une réglementation sanitaire stricte. Il s'emploie activement à respecter les normes sanitaires pour protéger les écosystèmes environnant les ouvrages.

La continuité des services publics



Qualité du service rendu aux abonnés

Dans un contexte d'une très forte évolution de la demande, la qualité de service devient un enjeu majeur. Le service "relations usagers" répond aux attentes quotidiennes des abonnés. Cette mise en relation entre les usagers et la collectivité passe par la transmission d'informations et des interventions de terrain.

Le service relations usagers sur le pont !

Après une année complète de mise en place, le service "relations usagers" constitue un service essentiel dans l'accompagnement et la proximité à l'utilisateur. Le SEBA accorde une grande importance aux recueils des informations traitées, pouvant être une demande en lien avec la facturation et/ou un incident sur le réseau. Pour cela, 5 chargées de "relations usagers" sont dédiées à maintenir la proximité et la transparence entre la collectivité et les habitants du territoire.



En 2019, le service "relations usagers" a généré et traité près de 43 300 factures, tous domaines confondus (facture d'eau et d'assainissement, ouverture et fin de contrat, régularisation, avoir ..etc).



Au-delà de la facturation, le service "relations usagers" identifie et coordonne les informations transmises par l'abonné. En lien avec les agents d'exploitation, des interventions peuvent être effectuées dans le domaine public comme privé. Cette année, environ 11 000 informations ont été recensées.



Le développement des régies d'exploitation a nécessité de mettre en place une communication de proximité. Pour cela, la collectivité peut envoyer des sms et des courriels en cas d'interruption de la distribution d'eau potable. En 2019, 14 682 sms et 12 877 courriels ont été envoyés en direction des abonnés sous le thème "coupure d'eau".

Modification des règlements des services

En juillet 2019, les élus du comité syndical ont voté une modification des règlements de services. Avec la mise en place du RGPD, il convenait de modifier certains articles au niveau de la conservation des données, communs aux trois règlements de services. Outre le RGPD, l'assemblée a apporté quelques précisions sur le règlement du service « eau potable », notamment sur la bonne utilisation des équipements DECI, le délai de résiliation-réouverture des branchements, les compteurs bloqués, les demandes de dégrèvement étendues aux collectivités locales...etc. Les modifications ont été communiquées à l'ensemble des abonnés du SEBA.



Les tarifs 2019

Pour la deuxième année consécutive, les élus ont souhaité ne pas appliquer l'indexation sur l'inflation (2.2%) sur les tarifs 2019. En raison d'une baisse des redevances de l'Agence de l'eau, le prix a reculé de 4 cts au m3.

Quant aux tarifs du service public d'assainissement non collectif (SPANC), ils sont restés inchangés.

L'urbanisation en poupe

De manière générale, le terme "urbanisation" signifie l'accroissement de population des communes caractérisé par des demandes de constructions pérennes ou de mises en conformité de branchement. Pour répondre à ces demandes, la collectivité a mis en place une équipe "branchements neufs". En appui à cette équipe, des branchements peuvent être réalisés par des entreprises extérieures pour s'adapter aux demandes.

Le service branchements neufs

La gestion de la distribution de l'eau potable et du traitement des eaux usées passe par la réalisation de nouveaux branchements à travers le territoire. Cette année, le service recense une activité grandissante rythmée par les demandes de branchements.



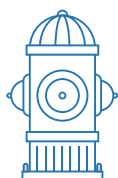
Dans le domaine de l'eau potable, le service a enregistré :

- 371 demandes
- 340 devis envoyés
- 306 branchements créés



Dans le domaine de l'assainissement collectif :

- 158 demandes
- 143 devis envoyés
- 117 branchements créés



et dans le domaine de la défense extérieure contre l'incendie (DECI) :

- 44 demandes traitées
- 35 devis envoyés aux collectivités
- 21 branchements créés

Ces indicateurs démontrent une évolution d'activité par rapport à 2018. Au total, le service a étudié 573 dossiers, transmis 518 devis et réalisé 444 branchements.

En lien avec les branchements d'assainissement collectif, la collectivité a sollicité les participations pour frais de branchement (PFB) et pour financement d'assainissement collectif (PFAC), pour un montant total de **264 423 €HT** (182 891 € en 2018).



Modernisation des branchements

Une des missions principales du service public est l'identification des branchements défectueux ou en plomb. Pour l'année 2019, le patrimoine comptait **24 196 branchements**. Sur la totalité du parc, le service "branchements neufs" a supprimé 25 branchements en plomb, soit 0.10%.

Toutefois, le service comptabilise encore 421 branchements en plomb à remplacer sur le territoire du SEBA (soit 1.74% du parc). Les équipements restants à modifier seront remplacés au fur et à mesure des programmes engagés par la collectivité, en concertation avec les abonnés concernés.

Les enjeux du service des eaux



Plan de formation et règles environnementales

Dans une collectivité, le plan de formation est un objectif majeur pour mettre à niveau l'emploi occupé, dans la perspective des évolutions techniques et administratives, et d'assurer les missions chaque jour.

Formation des agents

Dans la continuité de l'année 2018, les agents ont reçu de nombreuses formations. Afin d'assurer leurs missions en toute sécurité, les agents d'exploitation ont bénéficié d'un suivi régulier de perfectionnement à travers des formations telles que la manipulation de produits chimiques, les activités en milieu confiné et l'utilisation générale du matériel...etc.

Les agents administratifs ont, quant à eux, essentiellement assisté à des formations d'optimisation des fonctions ressources : logiciel OMEGA (gestion abonnés et planning), logiciel de comptabilité et paie, commande publique.

La sécurité avant tout !

Dans la dynamique de l'objectif "sécurité au travail" fixé par le comité syndical, le syndicat se doit de remplir toutes ses obligations en la matière. La sécurité au travail est devenue le maître mot quotidien.

L'année 2019 a été consacrée à la mise en place de procédures face à une réglementation stricte. En complément des formations, la collectivité mesure les enjeux d'adaptation dans un environnement parfois hostile en engageant des programmes de réhabilitation des ouvrages.

En parallèle, le SEBA a élaboré le document unique (DU) d'évaluation des risques professionnels, avec le soutien actif des membres du CHSCT.



Sensibilisation et pratique environnementale

L'objectif relatif à la gestion des déchets s'inscrit dans le cadre des améliorations possibles en matière d'environnement. Pour cela, le syndicat a mis en place plusieurs actions, à savoir :

- le tri sélectif : valorisation et recyclage des déchets techniques et domestiques via une filière conforme de recyclage
- l'achat de 7 véhicules électrifiés
- la dématérialisation des procédures
- des panneaux photovoltaïques
- le développement du réseau de voies vertes et douces
- et tant d'autres petits gestes au quotidien...

Les ambassadeurs de l'eau



Un réseau partenarial

Au bénéfice du service public de l'eau, l'ensemble de nos partenaires participe au dynamisme du territoire sud-ardéchois. Cette synergie comprend l'exécution de programmes de travaux, mais aussi un soutien financier.

La FNCCR et la FEP

Depuis la mise en place des régies d'exploitation, le SEBA a fait le choix d'adhérer au réseau national de collectivités et d'opérateurs publics. Au sein des groupes de **France Eau Publique (FEP)** et de la **Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR)**, le syndicat mutualise les ressources d'informations, de formations et d'influence. Ce réseau d'entraide entre opérateurs publics porte une vision de développement et de promotion de la gestion publique.

Contrat de transition écologique

Le département de l'Ardèche connaît des déficits en eau chroniques et parfois sévères, entraînant des conséquences environnementales mais aussi socio-économiques, puisque des mesures de restrictions des usages sont prises en moyenne 7 années sur 10. Particulièrement sensible aux conditions climatiques et à la proximité de l'eau, le secteur du tourisme est vital pour le développement de l'Ardèche du Sud. L'hôtellerie de plein air, en particulier, est une filière stratégique pour le tourisme ardéchois. Elle fournit 60% de la capacité d'hébergement et représente près de la moitié de l'économie du tourisme marchand. C'est une filière dynamique qui a su profondément renouveler son offre en investissant fortement notamment dans son offre locative "en dur" (mobil home et habitations légères) et dans des équipements de loisirs (en particulier liés à l'eau comme les piscines, spa, centres aquatiques). Ce modèle de développement est aujourd'hui bousculé par plusieurs nouveaux enjeux liés à la transition écologique, et en particulier la raréfaction de la ressource en eau, et la sensibilité accrue de la clientèle aux nouveaux enjeux écologiques.

Ainsi, dans le cadre de la construction du **Contrat de Transition Ecologique** pour le sud du département, a été élaborée une fiche action intitulée « Sensibiliser aux économies d'eau et équiper les particuliers, les collectivités et les professionnels de dispositifs hydro-économes ». A l'intérieur de cette fiche a été imaginée en particulier une opération à destination de l'hôtellerie de plein air, les campings se voyant proposer l'installation de matériels ou de process hydro-économes, afin de les inciter à maîtriser la consommation en eau des touristes qu'ils accueillent. Une action de valorisation de la démarche et de sensibilisation des clients est intégrée au projet, pour un montant total prévisionnel de 330 000 euros H.T. Toujours dans le cadre du C.T.E., le SEBA s'est aussi engagé dans une démarche d'amélioration de la performance de ses systèmes d'adduction d'eau potable, avec l'objectif de tendre vers les 80% de taux de rendement. Le Contrat de Transition Ecologique est une initiative conjointe Etat/Département de l'Ardèche, soutenue par les EPCI et certains partenaires financiers traditionnels des collectivités.



Le contrat Agence de l'eau

Le SEBA, l'Agence de l'eau, le Comité de Bassin Rhône-Méditerranée et les 6 communautés de communes du territoire syndical ont signé, début décembre 2019, le contrat dit de "rattrapage structurel" des services d'eau et d'assainissement 2019-2021.

A l'issue de plusieurs mois de travail aboutissant à l'élaboration d'un programme d'investissements à hauteur de 10 millions d'euros, le SEBA et l'Agence de l'eau s'engagent, une nouvelle fois, auprès des collectivités en particulier en zone de revitalisation rurale. Un certain nombre d'actions seront menées notamment en matière de renouvellement des réseaux et de gestion de la ressource en eau.

"Sous" l'eau

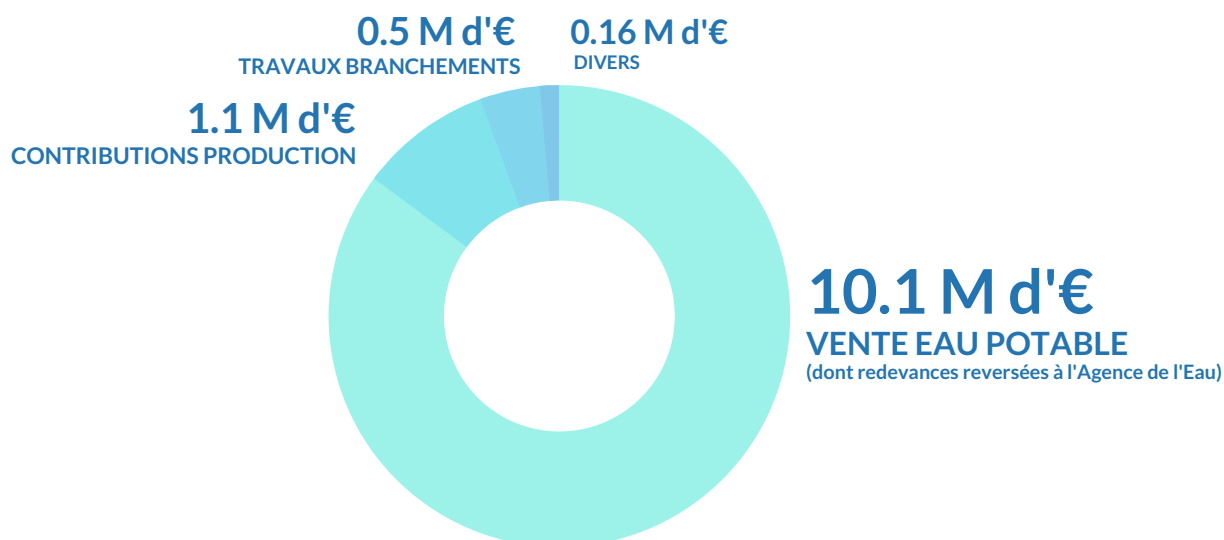


Recettes & Dépenses principales

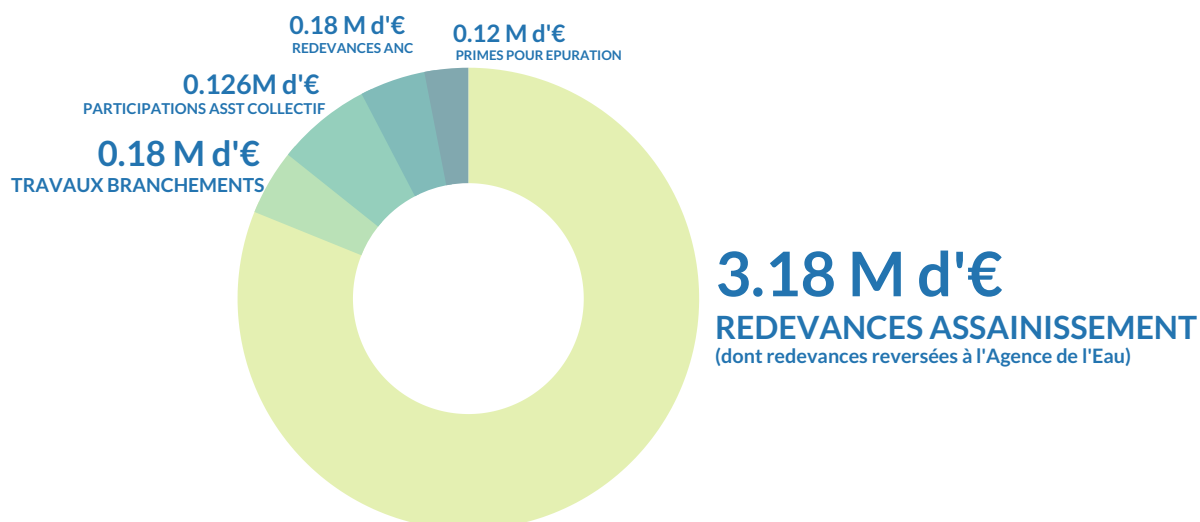
Le budget du SEBA se construit autour de recettes et de dépenses réparties dans 3 budgets : budget général, budget eau potable, budget assainissement. L'équilibre budgétaire est indispensable, notamment pour maintenir les programmes d'investissement, le remboursement des emprunts et les charges du SEBA (charges de personnel, stocks, etc...).

En 2019, les recettes et dépenses principales représentaient :

Recettes eau potable

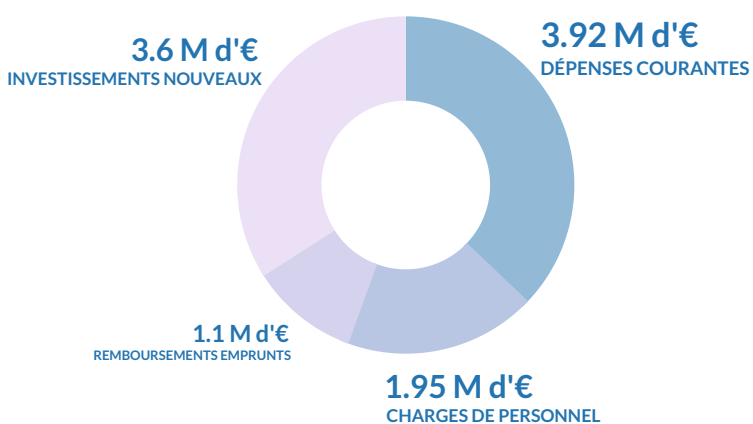


Recettes assainissement

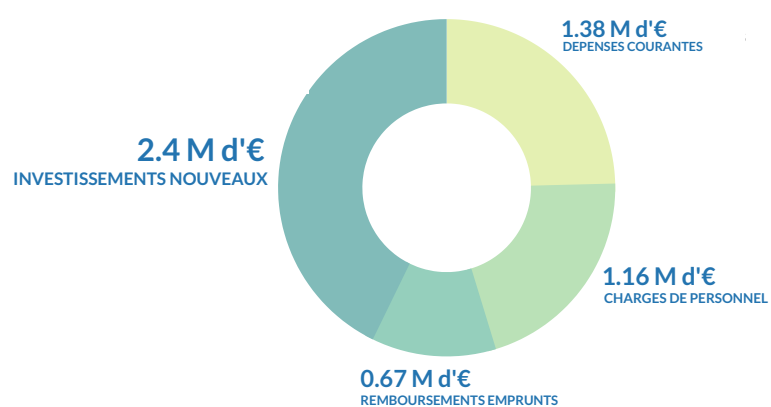




Dépenses eau potable



Dépenses assainissement



Envoyé en préfecture le 01/10/2020

Reçu en préfecture le 01/10/2020

Affiché le

Berger
Levrault

ID : 007-250700267-20200928-2020CS090031-DE



Suivez nous sur les réseaux sociaux



Avec la participation de nos principaux partenaires financiers :



ardèche
LE DEPARTEMENT